

## HOLDING PASSIF – ACQUISITION DE SOCIÉTÉ & ABUS FISCAL

Le Tribunal de Bruges a rendu en date du 21 octobre dernier un jugement plus qu'intéressant qui remet en cause un type d'opération qu'on pourrait qualifier de standard dans le cadre de la reprise d'une société ayant une activité commerciale, à savoir : la constitution d'une société dédiée ou holding qui lève un financement bancaire pour ensuite acquérir toutes les actions de la société cible; les remboursements de la charge d'intérêts et de l'emprunt étant assurés par des remontées de dividendes de la société cible. Une copie de cet arrêt est repris en fin de note.

### **1. RAPPEL DE QUELQUES DISPOSITIONS APPLICABLES.**

**a) Au niveau européen**, la directive 2015/121 du 27 janvier 2015 contient les dispositions suivantes qui précisent que ... « *Les États membres n'accordent pas les avantages de la ... [directive mère-fille] à un montage ou à une série de montages qui, ayant été mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, un avantage fiscal allant à l'encontre de l'objet ou de la finalité de la présente directive, n'est pas authentique compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents. Un montage peut comprendre plusieurs étapes ou parties.*

*3. Aux fins du paragraphe 2, un montage ou une série de montages est considéré comme non authentique dans la mesure où ce montage ou cette série de montages n'est pas mis en place pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique.*

*4. La présente directive ne fait pas obstacle à l'application de dispositions nationales ou conventionnelles nécessaires pour prévenir la fraude fiscale ou les abus.»*

**b) Au niveau du Code d'impôt sur les revenus (CIR 92)**, on retrouve deux dispositions qui font écho aux principes énoncés par la directive 2015/121.

**L'article 203 §1 7° du CIR 92 en matière de revenu définitivement taxé** refuse la déduction au titre des RDT pour les revenus alloués ou attribués par ... « *une société qui distribue des revenus qui sont liés à un acte juridique ou à un ensemble d'actes juridiques dont l'administration, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, a démontré, sauf preuve contraire, que cet acte ou cet ensemble d'actes n'est pas authentique et est mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, la déduction des revenus visés à l'article 202, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, la renonciation visée à l'article 266, alinéa 1<sup>er</sup>, de ces revenus ou un des avantages de la directive 2011/96/EU dans un autre Etat membre de l'Union européenne.* »

**L'article 226 al. 4 du CIR 92 en matière de retenue du précompte mobilier** précise que « *La renonciation à la perception du précompte mobilier [...] ne peut pas produire ses effets en ce qui concerne les dividendes qui sont liés à un acte juridique ou à un ensemble d'actes juridiques dont l'administration, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, a démontré, sauf preuve contraire, que cet acte ou cet ensemble d'actes n'est pas authentique et est mis en place pour obtenir, à titre d'objectif principal ou au titre d'un des objectifs principaux, la déduction des revenus visés à l'article 202, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, la renonciation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> de ces revenus ou un des avantages de la directive 2011/96/EU dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Un acte juridique ou un ensemble d'actes juridiques est considéré comme non authentique dans la mesure où cet acte ou cet ensemble d'actes n'est pas mis en place pour des motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique.* »

### **2. LE JUGEMENT DU TRIBUNAL DE BRUGES - LES FAITS.**

La société X constituée en 2010, exerce une activité commerciale dans le secteur des fleurs, plantes et matériaux de décoration. L'un des fondateurs souhaitant arrêter ses activités, un repreneur est recherché.

Le 1er janvier 2017, 99% des actions de la société X sont acquises par la société D : le solde des actions, soit 1% étant acquis par Monsieur B, actionnaire unique de la société D. Pour assurer la reprise de cette participation on comprend que Monsieur B. utilise la société D qui n'a pas d'activité autre que celle de la future acquisition et détention de participation. Le financement de l'acquisition de la participation est effectué au travers de la société D par le biais d'un emprunt bancaire, dont le montant en principal et les intérêts seront remboursés par des remontées de dividendes de la société X : ces remontées de dividendes de la société X débutent dès l'exercice d'imposition 2018 (Revenus 2017).

Ces dividendes s'élèvent à

- a) 19.850,00 EUR en 2018,
- b) 56.825,38 EUR en 2019 et
- c) 52.557,09 EUR en 2020.

Compte tenu du lien de détention de participation de la société D dans la société X, on comprend également du jugement rendu que la société X n'effectue aucune retenue de précompte mobilier sur ces dividendes, invoquant l'exonération prévue par la directive européenne "mère-filiale".

### **3. REACTION DE L'ADMINISTRATION FISCALE**

Suite à un examen des déclarations fiscales pour les exercices 2019 et 2020, l'administration fiscale envoie dans un premier temps une demande de renseignements concernant les dividendes distribués. Après analyse, l'administration estime que la société X a omis à tort de retenir le précompte mobilier sur les dividendes versés à la société D. Elle notifie son intention d'établir des cotisations en matière de précompte mobilier pour les exercices 2018, 2019 et 2020 en invoquant l'article 266, al. 4 du CIR 1992 qui permet de refuser l'exonération de précompte mobilier lorsqu'une structure est mise en place essentiellement (i) pour obtenir un avantage fiscal et (ii) que cette même structure est artificielle !

### **4. QUE DIT LE TRIBUNAL DE BRUGES ?**

Outre le fait que le Tribunal de Brugge se prononce sur certaines questions connexes à la principale question, dont la recevabilité de la demande, une question de prescription, voire une question de dégrèvement de cotisation, le tribunal valide la position de l'administration fiscale qui voit au travers de la structuration de l'opération d'acquisition mise en place, un abus fiscal ! Le tribunal confirme que dans le cas qui lui est soumis, l'administration fiscale a fait une correcte application de la disposition anti-abus visée par l'article 266 al. 4 du CIR 92.

### **5. L'ARGUMENTAIRE DEVELOPPE PAR LE TRIBUNAL POUR ARRIVER A SA CONCLUSION ?**

Tout d'abord, le tribunal rappelle les principes, à savoir, que suite à la "directive mère-filiale", une exonération de précompte mobilier est bien prévue pour les dividendes qui sont distribués par une société filiale à sa société mère.

Ensuite, il rappelle le contenu de l'article 266 al.4 CIR 1992 tel qu'énoncé ci-avant (point 1.). Le tribunal rappelle également que pour que l'administration fiscale puisse refuser l'exonération de précompte mobilier, cette dernière doit démontrer l'existence de quatre conditions cumulatives, à savoir :

- 1) l'existence d'un acte juridique ou d'un ensemble d'actes juridiques ;
- 2) une condition subjective ;
- 3) une condition objective ;
- 4) une construction artificielle.

Enfin, la société X contestant que ces conditions soient rencontrées, le tribunal fait alors, les constats suivants :

- I. La société D (holding / société mère) n'a exercé aucune activité pendant plusieurs années jusqu'en 2016.
- II. Le 1<sup>er</sup> janvier 2027, 99% des actions de la société X sont acquises par la holding D : le solde des actions, soit 1%, est acquis par Monsieur B actionnaire unique de la holding D.
- III. Le financement de l'acquisition des actions est entièrement effectué par voie d'un emprunt bancaire.
- IV. La Holding D n'a aucune activité réelle, à l'exception de la seule détention de la participation dans la société X. A l'exception de la participation acquise, elle ne détient aucun autre actif, n'a aucun employé et aucun frais de fonctionnement, ...
- V. Les seuls mouvements constatables au sein de la holding D sont la réception de dividendes de la part de la société X et le remboursement du/des crédits souscrits pour l'acquisition de la participation dans la société X. Ce n'est que par la réception de ces dividendes que le prêt peut être remboursé.
- VI. En optant pour l'achat des actions de la demanderesse via la holding D, et non en nom personnel, Monsieur B a délibérément opté pour un acte juridique par lequel les avantages fiscaux que la "directive mère-filiale" pouvaient être obtenus.
- VII. Enfin le tribunal relève, et c'est là, sans doute, l'argument ultime, que bien que le contribuable ait eu la possibilité de fournir la preuve de motifs commerciaux valables à la base de la structuration des opérations ou que l'objectif principal était autre que l'obtention d'un avantage fiscal, aucun argument n'aurait été avancé pour justifier de la structure des opérations d'acquisition !  
On ne peut être qu'un peu étonné par ce dernier point, tant les possibilités d'argumentation peuvent sembler, a priori, évidentes, même si ces dernières doivent encore coller à la réalité du dossier. Ainsi, il aurait pu sans doute être soutenu, entre autres,
  - que cette société D avait un rôle actif dans la gestion de la société d'exploitation, que ce soit en participant aux décisions stratégiques de sa filiale au travers d'un mandat d'administrateur rémunéré, de la fourniture de prestations et services à sa filiale, ...
  - que la structure mise en place favorisait l'acquisition ou le regroupement futur d'autres activités semblables ou complémentaires, tout en assurant la protection de certains actifs (présents ou) futurs contre les risques opérationnels de la société d'exploitation. A cet égard, on n'insistera jamais assez sur l'utilité de la réalisation que ce soit lors de la création d'une société ou d'une reprise de société d'un plan financier détaillé ou d'un plan d'affaires décrivant au moins sommairement la stratégie de développement à moyen et long terme et le rôle de la société holding mise en place.

Quoiqu'il en soit comme aucun argument ne semble avoir été ni avancé, ni étayé dans ce sens, le tribunal estime en conclusion que rien n'indique, dans cette affaire, que Monsieur B n'aurait pas pu acquérir lui-même les actions, ni la nécessité de l'intervention de la société holding D !

En l'absence de tels éléments et fort des constats effectués, le tribunal estime donc que toutes les conditions d'un abus fiscal sont dûment rapportées par l'administration fiscale

## **6. ENSEIGNEMENTS DE CETTE DECISION.**

Tout d'abord, même si on ne peut écarter les circonstances de faits qui entourent cette décision, et notamment, a priori l'absence de toute justification économique, commerciale ou autre que fiscale ou à tout le moins de justifications convaincantes à la mise en place de la structure d'acquisition par le contribuable concerné, ce jugement démontre une fois de plus clairement que les autorités fiscales et les tribunaux examinent avec de plus en plus de méfiance les structures holding dites passives qui semblent n'avoir été mises en place que pour obtenir certains avantages fiscaux, avec très peu, voire parfois sans, substance économique.

Ensuite, on ne saurait tirer de ce jugement une règle générale selon laquelle il ressortirait que toute interposition d'une société holding dans l'acquisition et/ou gestion d'une autre société serait automatiquement considérée comme un montage non-authentique ou un abus fiscal. Comme le précise les travaux préparatoires préalables à l'entrée en vigueur de l'article 266 al. 4 du CIR 92, la charge de la preuve de la disposition anti-abus appartient d'abord à l'administration fiscale qui doit démontrer que les conditions d'application de cette disposition sont remplies. Or dans l'administration de cette preuve la notion

de “motifs commerciaux valables” doit être comprise non pas de manière restrictive mais large, en manière telle que d’autres motifs, pas forcément commerciaux, peuvent être pris en considération. A cet égard, les travaux préparatoires de la loi insérant l’article 266 al. 4 du CIR, précise bien que cette disposition « ...*anti-abus n’a pas pour but d’inclure dans son champ d’application la gestion financière active d’une société de holding et de la considérer comme abusive* ».

Cela étant, avec ce jugement, il faudra désormais rester très attentif à un effet d’extension ou de contagion à d’autres opérations telles que l’utilisation d’une holding pour transférer des fonds entre filiales ou dans des structures de type “debt push down”, voire tout simplement dans des situations où une structure holding est créée pour y loger un bâtiment dont le financement est assuré en définitive uniquement par des remontées de dividendes d’une société d’exploitation détenue à 100% (ou à 99% par la société holding et 1% par son actionnaire unique), alors que l’immeuble ne sert pas, ou ne sert qu’en partie, à l’activité de la société d’exploitation.

Enfin, sur un plan plus global, cette décision du tribunal de Bruges rappelle l’importance de motiver les actes de gestion (que ce soient au travers des conventions et/ou de leurs annexes, de procès-verbaux d’organe de gestion de société ou d’assemblée générale, de rapport d’organe de gestion aux assemblées générales, de plan financier ou plan d’affaires dressés à l’occasion d’une acquisition, etc ...), si on entend faire face efficacement aux critiques de l’administration fiscale.

In de zaak : 23/ 597/A

Hoofdzaak:

X... F... J... BV [ondernemingsnummer]), maatschappelijke zetel te [adres]

eisende partij,  
hebbende als raadsman meester WESTEN BART, advocaat te [adres]  
(ref.: 21-195/AV/BW - [email]).

tegen:

de BELGISCHE STAAT- FOD FINANCIËN (KBO: 0308.357.159), in de persoon van de Minister van Financiën, met kantoren gevestigd te [adres], handelend ten verzoeken van de Adviseur-generaal, Directeur van het Centrum kMO Brugge 763, met kantoor te [adres], correspondentieadres te [adres]

verwerende partij,  
voor wie optreedt mevrouw Y... L..., attaché (ref.: [email].be).

## I. RECHTSPLEGING

Gelet op de tijdig ingediende bezwaarschriften.

Gelet op de beslissing genomen door de ambtenaar gedelegeerd door de Adviseur - generaal te Brugge waarbij de bezwaarschriften werden afgewezen.

Gelet op het fiscaal verzoekschrift ingediend d.d. 17 februari 2023.

De rechtbank nam kennis van het dossier van de rechtspleging en van de door partijen neergelegde stukken.

Partijen werden gehoord in hun middelen in de openbare terechtzitting van 23 september 2024.

Artikel 2 en volgende van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken werden in acht genomen.

## II. BIJZONDERSTE GEGEVENS VAN DE ZAAK

1. De betwisting heeft betrekking op de volgende aanslagen gevestigd in hoofde van eiseres inzake roerende voorheffing:

- aanslagjaar 2018, kohierartikel 1460097, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring kohier 23 december 2021, te betalen saldo 8.422,07 EUR;

- aanslagjaar 2019, kohierartikel 1460097, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring kohier 23 december 2021, te betalen saldo 24.110,21 EUR;

- aanslagjaar 2020, kohierartikel 1460099, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring 23 december 2021, te betalen saldo 22.299,22 EUR.

2. De vennootschap X... G... I... (eiseres) werd in 2010 opgericht door de heer Z... K... en mevrouw A... H.... Haar activiteit bestaat uit de uitbating van een groot- en kleinhandel in bloemen, planten, kruiden, zaden, porterie, glas en allerhande decoratiemateriaal. Naar aanleiding van het einde van de beroepsmatige activiteit van de heer Z... K... werd gezocht naar een overnemer.

Op 1 januari 2017 werd 99% van de aandelen overgedragen aan BV D... E... en werd de overige 1% van de aandelen overgedragen aan de heer B... C....

Naar aanleiding van een onderzoek van de aangiften in de vennootschapsbelasting voor de aanslagjaren 2019 en 2020 werd op 6 juli 2021 een vraag om inlichtingen verstuurd aan eiseres aangaande de door haar uitgekeerde dividenden. Uit de inlichtingen bleek dat zij vanaf aanslagjaar 2018 heeft beslist dividenden uit te keren aan haar aandeelhouders.

De uitgekeerde dividenden bedragen:

op 30 juni 2018: 19.850,00 EUR, waarvan 19.651,50 EUR bestemd voor BV D... E...; op 21 juni 2019: 56.825,38 EUR, waarvan 56.257,13 EUR bestemd voor BV D... E...; op 30 juni 2020: 52.557,09 EUR, waarvan 52.031,52 EUR bestemd voor BV D... E....

Er werd door eiseres geen roerende voorheffing ingehouden en doorgestort op het gedeelte dat werd uitgekeerd aan BV D... E.... De administratie is van mening dat eiseres ten onrechte heeft nagelaten roerende voorheffing in te houden. Met een bericht van wijziging voor wat betreft aanslagjaar 2020 en met een kennisgeving van aanslag van ambtswege voor wat betreft de aanslagjaren 2018 en 2019, beide verstuurd op 26 oktober 2021, werd de verschuldigdheid van de roerende voorheffing ter kennis gebracht. Er wordt geen belastingverhoging aangekondigd. Eiseres is niet akkoord met de vermelde wijzigingen. Middels een kennisgeving van beslissing tot taxatie in de roerende voorheffing van 16 december 2021 wordt meegedeeld dat de administratie bij haar standpunt blijft voor wat betreft de drie aanslagjaren.

De betwiste aanslagen inzake roerende voorheffing worden gevestigd conform de kennisgevingen van beslissing tot taxatie.

Door eiseres wordt tegen de drie aanslagen een bezwaarschrift ingediend op 28 januari 2022. Bij beslissing van 24 november 2022 wordt het bezwaarschrift afgewezen.

Door eiseres wordt fiscaal verhaal ingesteld bij verzoekschrift neergelegd dd. 17 februari 2023.

### 3. Eiseres vraagt dat:

de vordering ontvankelijk en gegrond wordt verklaard;  
de betwiste aanslag aangaande aanslagjaar 2018 nietig wordt verklaard wegens verjaring, minstens wordt ontheven wegens schending van artikel 266, lid 4 WIB 1992;  
de betwiste aanslagen aangaande de aanslagjaren 2019 en 2020 worden vernietigd, minstens worden ontheven wegens schending van artikel 266, lid 4 WIB 1992;  
uiterst ondergeschikt de aanslagen aangaande de aanslagjaren 2018, 2019 en 2020 ontheven worden gelet op de onterechte brutering;  
verweerder wordt veroordeeld tot terugbetaling van de ten onrechte betaalde bedragen, te vermeerderen met moratoriuminteressen;  
verweerder wordt veroordeeld tot de kosten van het geding, met inbegrip van de rechtsplegingsvergoeding en de bijdrage fonds juridische tweedelijnsbijstand.

### 4. Verweerder vraagt dat de vordering ontvankelijk, doch ongegrond wordt verklaard en eiseres wordt veroordeeld tot de kosten van het geding.

## III. BEOORDELING

### 5. II. Betreffende de toelaatbaarheid

Verweerder voert geen redenen aan die tot de ontoelaatbaarheid van de eis kunnen leiden. Nu de rechtbank evenmin middelen van ontoelaatbaarheid, die zij ambtshalve moet opwerpen, vaststelt, is de eis toelaatbaar.

## 6. Betreffende de grond

### 1. Inzake de verjaring

Bij niet betaling van de roerende voorheffing mag de aanslag inzake roerende voorheffing worden gevestigd gedurende drie jaar vanaf 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd.

Aangezien de aanslag inzake roerende voorheffing per definitief pas wordt gevestigd indien de roerende voorheffing niet werd betaald, zal de aanslag steeds kunnen worden gevestigd tot en met 31 december van het tweede jaar dat volgt op datgene waarin de roerende inkomsten betaalbaar werden gesteld.

Ingevolge artikel 358, § 1, 1° en § 2, 1° WIB 1992 kan de aanslag inzake roerende voorheffing na het verstrijken van bovenstaande termijn alsnog gevestigd worden ingeval:

"1° een controle of een onderzoek in verband met de toepassing van de inkomstenbe/astingen ten name van een welbepaalde belastingplichtige uitwijst, dat die belastingplichtige de bepalingen van dit Wetboek of van ter uitvoering ervan genomen besluiten inzake roerende voorheffing of bedrijfsvoorheffing heeft overtreden in de loop van één der vijf jaren voor het jaar van de vaststelling van de inbreuk. 11

Het niet aangeven van belastbare inkomsten zoals in artikel 358 WIB 1992 bepaald, dient ruim te worden opgevat en kan betrekking hebben op diverse vormen van een verhoging van de belastbare grondslag.

In tegenstelling tot wat eiseres voorhoudt sluit het niet inhouden van de roerende voorheffing zich beroepend op een vrijstelling, niet uit dat de administratie zich nadien kan beroepen op artikel 358, § 1, 2° WIB 1992.

Uit artikel 358, § 1, 2° WIB 1992 kan daarenboven niet worden afgeleid dat een effectieve materiële inbreuk vereist is waardoor de toepassing van artikel 266, lid 4 WIB 1992 zou zijn uitgesloten.

De rechtbank stelt vast dat de administratie naar aanleiding van het antwoord op een vraag om inlichtingen die werd gesteld in het kader een onderzoek inzake vennootschapsbelasting, is overgegaan tot taxatie voor wat betreft het aanslagjaar 2018. Het antwoord op de vraag om inlichtingen dateert van 20 juli 2021. De inkohiering is gebeurd op 23 december 2021 waardoor tijdig werd overgegaan tot taxatie. In tegenstelling tot wat eiseres voorhoudt, dient voor de berekening van de termijn wel degelijk rekening te worden gehouden met het antwoord op de vraag om inlichtingen en niet met de datum van aangiftes in de roerende voorheffing die werden ingediend door de natuurlijke persoon - bestuurder noch met de datum van aangifte inzake vennootschapsbelasting nu de overtreding pas dient te worden vastgesteld nadat een controle of onderzoek is gebeurd. In voormeld dossier is er geen betwisting dat wel degelijk een onderzoek is gevoerd inzake vennootschapsbelasting bij eiseres.

### 2. Artikel 266, vierde lid WIB 1992

Ingevolge de "moeder-dochterrichtlijn" (Richtlijn 2011/96/EU van de raad van 30 november 2011) wordt voorzien in een vrijstelling van roerende voorheffing voor de dividenden die door een dochtervennootschap worden uitgekeerd aan haar moedervernootschap.

Naar aanleiding van deze "moeder-dochterrichtlijn" omgezet in de artikelen 266, eerste lid WIB 1992 juncto artikel 106, §6 KB/WIB92 heeft eiseres geen roerende voorheffing ingehouden en doorgestort op de aan BV D... E... uitgekeerde dividenden.

Evenwel voorziet artikel 266, vierde lid WIB 1992 in een anti-misbruikbepaling waarin het volgende wordt gesteld:

"De in het eerste lid bedoelde verzaking van de inning van de roerende voorheffing kan geen uitwerking hebben op dividenden die verbonden zijn met een rechtshandeling of een geheel van rechtshandelingen waarvan de administratie, rekening houdend met alle relevante feiten en omstandigheden, heeft aangetoond, tenzij bewijs van het tegendeel dat deze handeling of dit geheel van handelingen kunstmatig is en is opgezet met als hoofddoel of een van de hoofddoelen de aftrek op de in artikel 202, §1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde inkomsten, de in het eerste lid bedoelde verzaking op deze inkomsten of één van de voordelen van Richtlijn 2011/96/EU in een andere Lidstaat van de EU te verkrijgen."

"Een rechtshandeling of een geheel van rechtshandelingen wordt als kunstmatig beschouwd voor zover zij niet is opgezet op grond van geldige zakelijke redenen die de economische realiteit weerspiegelen."

Opdat de administratie de vrijstelling van roerende voorheffing zou kunnen weigeren dient de administratie aan te tonen dat volgende vier voorwaarden cumulatief voldaan zijn:

het bestaan van een rechtshandeling of een geheel van rechtshandelingen; een subjectieve voorwaarde; een objectieve voorwaarde; een kunstmatige constructie.

Eiseres betwist dat de hierboven vermelde voorwaarden zouden voldaan zijn.

De rechtbank stelt vast dat BV D... E... (moederverenootschap van eiseres) gedurende enkele jaren geen enkele activiteit meer heeft uitgeoefend tot 2016.

In 2016 worden 99% van de aandelen van BV X... G... I... verworven door BV D... E... De overige 1% van de aandelen van de BV X... G... I... werd verworven door de heer B... C..., die ook 100% aandeelhouder is van BV D... E... De enige bewegingen die vast te stellen zijn bij BV D... E... zijn de ontvangst van dividenden vanwege BV X... G... I... en afbetaling van kredieten. Enkel door de ontvangst van deze dividenden kan de lening worden terugbetaald. Door te opteren voor de aankoop van de aandelen van eiseres via BV D... E... en niet via de heer B... C..., werd bewust geopteerd voor die rechtshandeling waarbij de fiscale voordelen die de "moeder-dochterrichtlijn" in het vooruitzicht stelt, zouden kunnen worden genoten. Bijkomend moet worden vastgesteld dat de activiteit van BV D... E... nog steeds louter het passieve bezit van de aandelen betreft, waarbij dividenden worden opgestreken door BV D... E... en de initieel aangegane lening wordt afbetaald. Het louter tussenvoegen van een holdingstructuur met het oog op het verkrijgen van de fiscale voordelen is in strijd met het doel of de toepassing van de Moeder-Dochterrichtlijn. Het feit dat BV D... E... enkele jaren geen enkele activiteit heeft uitgeoefend en vervolgens aangewend werd in het kader van de overname van aandelen, waarbij de financiering van de aandelen volledig met een lening is gebeurd die wordt terugbetaald met de ontvangen dividenden waarop de OBI- aftrek wordt toegepast, dit alles terwijl BV D... E... voor het overige leeg is (geen enkele reële economische activiteit, geen vast actief, geen werknemers, geen werkingskosten,...), wijst wel degelijk op een kunstmatige constructie in de zin van artikel 266, vierde lid WIB 1992. Alle voorwaarden zoals opgenomen in artikel 266, vierde lid WIB 1992 zijn derhalve voldaan.

Hoewel eiseres met alle middelen van recht het tegenbewijs kan leveren dat er wel degelijk geldige zakelijke redenen ten grondslag liggen aan de rechtshandeling en/of dat zij niet als hoofddoel het verkrijgen van een gevisieerd belastingvoordeel heeft, moet worden vastgesteld dat deze bewijzen niet worden geleverd. Uit niks blijkt dat de heer C... niet zelf de aandelen had kunnen verkrijgen. Uit niks blijkt de noodzaak van tussenkomst van BV D... E... Ook de overige economisch motieven werden geenszins aannemelijk gemaakt.

De vrijstelling inzake roerende voorheffing werd terecht geweigerd op grond van artikel 266, vierde lid WIB 1992.

### 3. Bruterings

Ingevolge artikel 268 WIB 1992 wordt de roerende voorheffing die eventueel ten laste van de schuldenaar valt ter ontlasting van de verkrijger der inkomsten, aan het bedrag van de inkomsten toegevoegd voor de berekening van de roerende voorheffing.

Bovenstaande brutering van de belastbare grondslag veronderstelt het bewijs van de verbintenis die de schuldenaar van de inkomsten op zich heeft genomen om de roerende voorheffing ten laste te nemen, ook indien geen of ontoereikende roerende voorheffing werd ingehouden.

Indien de administratie het uitgekeerde inkomen wil aanmerken als de netto belastbare grondslag, waarop brutering dient toegepast te worden om de verschuldigde roerende voorheffing te berekenen, moet zij bewijzen dat de schuldenaar er zich daadwerkelijk toe verbonden heeft om de roerende voorheffing ten laste te nemen.

Uit de loutere omstandigheid van niet-inhouding, kan niet worden afgeleid dat de schuldenaar de wil had om de roerende voorheffing zelf ten laste te nemen. De verbintenis kan evenmin worden afgeleid uit de ingediende aangiftes nu eiseres er van uit ging dat geen roerende voorheffing verschuldigd was en de aangiftes vanuit die optiek zijn ingevuld.

De administratie heeft de belastbare grondslag bij de berekening van de roerende voorheffing ten onrechte gebruteerd.

#### 7. Betreffende kosten

Gezien eiseres grotendeels in het ongelijk wordt gesteld, moet zij overeenkomstig artikel 1017, 1° lid Ger.

W. de gerechtskosten dragen.

Verweerder wordt niet bijgestaan door een advocaat en heeft derhalve geen recht op een rechtsplegingsvergoeding.

OM DEZE REDENEN,

De rechtbank,

Wijzende in eerste aanleg en op tegenspraak.

Alle verdere middelen van partijen verwerpend als niet dienend. Verklaart de eis toelaatbaar en in volgende mate gegrond.

Beveelt de ontheffing van de volgende aanslagen inzake roerende voorheffing gevestigd in hoofde van eiseres in de mate dat voor de berekening van de roerende voorheffing verschuldigd op de uitgekeerde dividenden aan BV D... E... ten onrechte een brutering werd toegepast conform artikel 268 WIB 1992: aanslagjaar 2018, kohierartikel 1460097, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring kohier 23 december 2021, te betalen saldo 8.422,07 EUR; aanslagjaar 2019, kohierartikel 1460097, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring kohier 23 december 2021, te betalen saldo 24.110,21 EUR; aanslagjaar 2020, kohierartikel 1460099, gemeente Brugge, datum uitvoerbaarverklaring 23 december 2021, te betalen saldo 22.299,22 EUR.

Beveelt de terugbetaling van alle op grond van voormelde aanslagen ten onrechte geïnde bedragen, vermeerderd met de moratoriuminteressen.

Veroordeelt eiseres tot de gedingkosten, aan haar zijde niet te begroten aangezien ze haar ten laste blijven en aan de zijde van verweerder begroot op 0,00 EUR.

Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen, afdeling Brugge 23/597/A- 21/10/2024- p. 8 005713

Aldus gevonnist en uitgesproken in openbare terechtzitting van de rechtbank van eerste aanleg West Vlaanderen, afdeling Brugge, burgerlijke sectie, tiende kamer, op MAANDAG EENENTWINTIG OKTOBER TWEEDUIZEND VIERENTWINTIG waar zitting hadden: